entre la valeur de l'or et celle de l'argent par la loi de 1803, s'est maintenu longtemps ; mais, depuis 1849, à la suite des nombreux arrivages d'or, il s'est produit nécessairement une dépréciation sur l'or, devenu plus abondant, et, par contre, une augmentation de valeur en faveur de l'argent, devenu plus rare. La proportion fixée en France entre la valeur de ces métaux eut pour résultat presque immédiat d'inonder d'or la circulation, pendant que toute la monnaie d'argent disparaissait avec une rapidité qui fit bientôt par créer de véritables embarras au commerce. L'argent ayant obtenu, sur le marché général des matières précieux, une hausse que la loi ne lui reconnaissait pas sur notre propre marché, au point de vue monétaire, la sortie de l'argent à dès lors offert à la spéculation un avantage évident. Toute personne, en effet, qui a eu un payement à faire à l'extérieur a dû chercher à le faire en argent, puisque ce métal était en perte dans notre pays, sous l'empire de notre loi, et n'avait toute sa valeur que dans la circulation étrangère. De même, les changeurs et les affineurs n'avaient qu'à transporter des espèces d'argent à l'étranger pour y recevoir en échange une quantité d'or plus considérable que celle qu'ils auraient reçue en France ; et réciproquement, ils pouvaient, en rapportant cette quantité d'or, la trouver contre une somme d'argent plus forte que celle que le même change leur eût procurée à l'étranger. De là la disparition rapide de notre monnaie d'argent : on a commencé par fondre ses pièces de 5 francs, plus faciles à recueillir ; puis est venu le tour des pièces divisionnaires de 2 francs, de 1 fr., de 50 et de 20 centimes, dont l'usage n'avait pas encore altéré le poids. Il résulte des documents fournis par l'administration des douanes et des contributions indirectes que, pendant la période décennale de 1850 à 1860, les exportations d'argent, tant monnayé qu'en lingots, ont excédé de 758,166,474 francs la valeur des importations, tandis que, pendant la période quinquennale précédente, de 1845 à 1850, la différence avait été de 631,578,963 francs en faveur des importations.

La position du commerce de détail n'était plus tenable, la disparition du petit numéraire d'argent rendant les transactions les plus usuelles d'une difficulté inouïe ; des plaintes nombreuses s'élevaient de toutes parts au gouvernement, qui finit par présenter au Corps législatif un projet de loi tendant à refondre toutes les pièces divisionnaires d'argent et à en fabriquer de nouvelles à un titre inférieur à celui qui avait été établi par la loi de l'an XI. Le titre était abaissé à 835 millièmes ; mais le Corps législatif n'a pas voulu entrer dans une voie aussi radicale, qui renversait toute notre système monétaire, en dénaturant l'unité qui en fait la base, le *franc*, défini par la loi 5 grammes d'argent à 9 dixièmes de fin. La loi du 25 mai 1864 décida la refonte des pièces de 50 centimes et de 20 centimes seulement, et leur remplacement par d'autres pièces de la même valeur nominale, du même poids, au titre inférieur de 835 millièmes.

Mais on sentait déjà que cette mesure ne donnerait pas une entière satisfaction aux besoins devenus impérieux et ne remédierait qu'imparfaitement au mal : des doutes étaient même émonces à la tribune à ce sujet ; il était facile de prévoir qu'un moment viendrait où l'on serait contraint d'entrer dans toute la plénitude des projets proposés par le gouvernement et de porter une atteinte nouvelle au système monétaire de l'an XI. L'occasion ne tarda pas à s'en présenter : sur l'initiative de la Belgique, des conférences s'ouvrirent à Paris entre les délégués de ce pays, de la France, de la Suisse et de l'Italie, qui ont la même unité monétaire, le *franc*, afin d'adopter une monnaie uniforme quant à sa valeur réelle et nominale. Le 23 décembre 1865 fut conclue une convention monétaire qui réalisa l'entente des quatre puissances. Il a été décidé que les pièces d'argent de 5 francs, de 1 fr., de 50 et de 20 centimes seront fabriquées au poids droit de 10, de 5, de 2 1/2 et de 1 gramme, au titre uniforme de 835 millièmes de fin, avec tolérance de 3 millièmes au-dessus et au-dessous du titre, et que ces espèces auront cours légal entre les particuliers de l'Etat qui les aura fabriquées, jusqu'à concurrence de 50 francs pour chaque payement. La pièce de 5 francs reste seule au titre de 900 millièmes de fin, du poids de 25 grammes, représentant à son quintuple l'unité monétaire établie en France par la loi du 27 germinal an XI. Les pays contractants s'admirent sans distinction dans leurs caisses publiques les pièces d'or fabriquées dans l'un ou l'autre des quatre Etats, de même que les pièces de 5 francs d'argent. La conférence a, dans sa séance du 6 décembre, exprimé le vœu que « l'union monétaire, aujourd'hui restreinte à quatre pays, puisse devenir le germe d'une union plus vaste et plus féconde entre tous les Etats civilisés. » Plus tard les gouvernements des Etats pontificaux et de la Hollande manifestèrent le désir de prendre connaissance de ces travaux.

Ce nouveau système a l'inconvénient de faire de l'argent une simple monnaie d'appoint, une monnaie fiduciaire, une monnaie de crédit. Il est toujours regrettable que la valeur réelle des monnaies s'écarte sensiblement de leur valeur nominale : l'opinion publique a, sur ce sujet, de justes susceptibilités qu'il est dangereux de heurter. L'abaissement du titre rappelle à beaucoup d'esprits ces altérations de monnaies qui se commettaient sous l'ancien régime et qui avaient fait perdre successivement à la livre les 85/86 de son poids. D'un autre côté, on peut se préoccuper de la pensée que le gouvernement, après avoir altéré les pièces divisionnaires, se trouvera par des besoins analogues contraint d'altérer aussi la pièce de 5 francs, au mépris des dispositions solennelles qui ont consacré l'argent comme la base essentielle de notre système monétaire, et qu'une fois placé sur cette pente il sera amené à passer tour à tour d'un *étalon* à l'autre, en donnant toujours la prédominance au métal déprécié. Certes, il serait avantageux de pouvoir se prémunir contre ces entraînements et de conserver dans notre régime monétaire une immutabilité qui assure à notre monnaie le maintien de la bonne renommée et de la faveur dont elle jouit à l'étranger. Malheureusement, on a vu les effets de cette faveur et de cette renommée ; on sait que le résultat a été de faire passer à l'étranger toute cette *bonne* monnaie d'argent dont la disparition a jeté la gêne et le désordre dans nos transactions intérieures. On sait, enfin, sous la contrainte de quelles circonstances impérieuses l'affaiblissement du titre des monnaies divisionnaires d'argent a dû être adopté.

Il n'est pas inutile de rappeler ici que beaucoup d'autres pays ont éprouvé les mêmes embarras et y ont pourvu par les mêmes moyens. L'exemple de la Suisse est le plus concluant ; car la Suisse a réussi, par une modification de sa petite monnaie, à empêcher l'exportation de ces pièces, et l'application de la mesure paraît avoir obtenu jusqu'ici avec satisfaction par le public. Une loi fédérale du 31 janvier 1860 a abaissé le titre des pièces divisionnaires de 900 millièmes à 800 millièmes. Les pièces de 5 francs ont conservé leur ancien titre.

En Russie, le titre des pièces de 10, de 15 et de 20 kopecks d'argent (40, 60, 80 centimes) a été abaissé de 868 à 750 millièmes, et la convention a subi des changements de nature à faire disparaître les pièces de 25 et de 50 kopecks (1 et 2 fr.).

Aux Etats-Unis d'Amérique, une loi, qui a cours depuis le mois de juin 1853, a réduit le poids du demi-dollar de 206 grains 1/4 à 192 grains, et celui des pièces inférieures dans les mêmes proportions, sans modifier les autres monnaies.

La Hollande et plusieurs Etats d'Allemagne, où l'argent est *étalon* monétaire, ont également adopté, pour les petites coupures, des monnaies dont la valeur conventionnelle est supérieure à la valeur effective.

Quant à l'Angleterre, on sait que depuis longtemps elle a adopté l'*étalon* d'or et subordonné l'argent à la fonction exclusive de monnaie d'appoint. L'ordonnance du 22 juin 1816, qui a établi le système en vigueur dans ce pays, n'a pas modifié le titre des pièces d'argent, mais elle en a réduit le poids de manière à donner au schelling un cours qui dépasse de plus de 6 pour 100 sa valeur intrinsèque.

Le Portugal et le Brésil ont un régime analogue.

En adoptant un système qui s'appuie sur de nombreux précédents dans les Etats où l'*étalon* d'argent est en vigueur, comme dans ceux où l'or domine, la convention conclue de 1865 a porté une atteinte grave à notre *étalon* d'argent. Il paraît sans intérêt de conserver une unité monétaire purement fictive désormais, puisqu'elle ne sera plus représentée dans la circulation que par un multiple, la pièce de 5 francs, et que ce multiple lui-même, déjà devenu fort rare, semble tendre à disparaître complétement. La proportion de 1 à 15,5, qui déjà n'existait plus en fait dans le commerce des métaux précieux, a cessé d'exister, même sous le rapport monétaire, et l'on s'est demandé s'il n'y avait pas lieu d'abandonner l'*étalon* or, en édifiant sur cette base un régime logique et coordonné dans toutes ses parties, au lieu de consacrer solennellement une erreur, un mensonge. La délégation belge l'a demandé formellement au sein de la conférence ; l'Italie et la Suisse n'y ont pas fait d'objections, mais la France a dû reculer devant une mesure qui détruisait de fond en comble l'édifice de son système monétaire et dont l'utilité, en somme, ne lui paraissait pas de nature à motiver sa réalisation. La délégation française a pensé que, si, dans l'état présent des choses, il était nécessaire de prendre des mesures spéciales, il ne convenait pas de les généraliser ni de leur donner un caractère irrévocable : elle a voulu conserver autant que possible l'usage simultané des deux métaux, dont chacun a son utilité propre, et maintenir le double *étalon* or et argent, afin de s'écarter le moins possible de la législation monétaire qui nous régit, sans lutter contre les exigences de la situation.

A quel besoin, d'ailleurs, répondrait le changement d'*étalon* monétaire, à part un accord stérile entre la logique des faits et la sincérité de leur expression ? A qui profiterait-il ? Le commerce des métaux précieux saura toujours combler par une prime proportionnelle l'écart qui existera entre la valeur de ces métaux établie par la loi monétaire et celle qui est fixée sur les marchés généraux. Si c'est l'or qui est déprécié, la prime se portera sur l'argent, et réciproquement ; il est vrai que les directeurs de la fabrication des monnaies ne pourront être tenus de payer la prime, qui diminuerait ou absorberait leurs droits de fabrication, et alors les métaux faisant prime n'iront pas au change des Monnaies ; c'est ce qui a lieu, en effet ; mais, du moins, l'abaissement du titre des espèces fabriquées avec ce métal ne permettra plus de se livrer à des spéculations dont le résultat serait l'exportation du numéraire français et l'appauvrissement de la circulation.

Le premier résultat d'un changement de l'*étalon* monétaire serait une refonte générale ou partielle de notre monnaie d'or ; générale, si l'on remplace le franc d'argent par une unité type en or, d'une valeur se rapprochant le plus possible de celle de l'ancienne unité et d'un poids décimal aussi peu fractionnaire que possible ; partielle, si l'on adopte pour unité la pièce de 20 francs, à laquelle on donnera le nom de *louis* ou de *napoléon*, de *x*, comme autrefois. Dans le premier cas, il faudra créer toute une série de multiples décimaux de la nouvelle unité ; dans le second cas, il faudra de toute nécessité refondre les pièces de 5 francs en or, qui ne seraient plus une fraction décimale de ce *x*, *louis* ou *napoléon*, puisqu'elles en reproduiraient le quart. Ce n'est pas tout : il faudra créer un double de ce *louis* ou *napoléon*, supprimer, par conséquent, la pièce de 50 francs pour revenir à celle de 40 francs, en maintenant la pièce de 100 francs comme quintuple de la nouvelle unité.

Or, on sait qu'indépendamment des perturbations produites par des changements aussi radicaux apportés dans les habitudes d'un peuple, les refontes de monnaies sont toujours des opérations très-onéreuses pour l'Etat, gênantes pour le commerce. On comprendrait à peine l'adoption de cette mesure si l'on pouvait être assuré à tout jamais de la fixité du nouvel *étalon* ; se substituer à l'ancien ; on ne peut que la condamner dans la prévision des fluctuations possibles, presque probables, qui devront ramener les choses à leur état primitif. Qu'on affirme, en effet, que le phénomène qui s'est produit pour l'or ne se manifestera pas quelque jour pour l'argent, que l'épuisement des gîtes aurifères, la découverte de nouvelles mines d'argent, une exploitation plus large ou mieux entendue de celles qui existent, le retour sur notre marché des quantités exportées sous l'influence de la dépréciation de l'or, que telle ou telle autre cause enfin, qu'on ne peut prévoir dès à présent, n'amènera pas dans l'avenir l'or à faire prime à son tour au détriment de l'argent ? La proportion monétaire sera changée encore une fois ; faudra-t-il changer aussi l'*étalon* par respect pour la logique, déserter l'or pour revenir à l'argent ? Puis, lorsque la réaction se reproduira en sens contraire, faudra-t-il revenir au système abandonné ? Cela ne supporte pas la discussion : on ne peut assimiler à la toile de Pénélope la législation monétaire d'un grand Etat, et il vaut beaucoup mieux, dût la logique en être blessée, adopter une base fixe, invariable, dont la concordance avec les faits a duré près d'un siècle et a été atteinte, dans ces derniers temps seulement, par des éventualités qui peuvent, au surplus, n'être que temporaires.

Les pays où l'or est l'unique *étalon* monétaire sont l'Angleterre, le Brésil, le Portugal et la Russie. L'argent est l'unique *étalon* monétaire dans toute l'Allemagne, en Hollande et en Suisse. Partout ailleurs, il est fait usage, comme en France, du double *étalon* or et argent.

— *Etalon de compte*. Cette expression monétaire sert à désigner la quantité réglementaire de pièces dont on se sert comme de type pour compter, en les pesant, les flans livrés par le directeur de la fabrication au contrôleur au monnayage pour être converties en espèces. On attache une grande importance à ce que ces flans soient aussi promptement que possible revêtus des empreintes qui doivent en faire des monnaies. La vérification du compte livré par la direction au contrôle, si elle s'effectuait par le comptage à la main, pièce par pièce, serait beaucoup trop longue et entraînerait des retards préjudiciables aux intérêts de l'entrepreneur ; l'emploi de la balance, qui est plus pratique, parce que les flans ne présentent pas toujours une surface parfaitement unie et droite : ils sont gondolés, présentent des soufflures, des aspérités qui ne permettraient pas d'en former des piles d'une parfaite similitude. On a donc imaginé, pour accélérer l'opération et lui assurer une exactitude et une régularité convenables, de peser les flans, au lieu de les compter, en se servant d'un *étalon* ou poids type pris parmi ces flans eux-mêmes et dont la quantité a été fixée par les règlements, d'après les tolérances de poids, de telle sorte que, lorsqu'on a mis cet *étalon* dans un plateau d'une balance, on obtient un poids correspondant et, par conséquent, une quantité égale de pièces, en versant des flans, sans les compter, dans l'autre plateau, jusqu'à ce que le fléau soit en équilibre.

L'*étalon* de comptage des flans de 20 francs d'or est de 100 pièces ; des flans de 5 francs d'argent, de 200 pièces ; des flans de 2 francs d'argent, de 100 pièces ; des flans de 1 fr. d'argent, de 100 pièces ; des flans de 50 centimes, de 80 pièces ; des flans de 20 centimes, de 40 pièces.

ÉTALON s. m. (é-ta-lon — On disait autrefois *estalon*, *estallon*; et on appelait *étalle* d'un cheval hongre, les testicules. Le Glossaire de Roquefort cite l'exemple suivant tiré du *Roman de la Rose* :

Ainz qu'ils muirent, puissent-il perdre
Et l'aumosniere et les *estalles*,
Dont ils ont sigre d'estres malles;
Perte leur vienne de pendeus
A quoy l'aumosniere est pendens.

Chevallet rattache *étalon* directement au celtique : gaélique *ystalu*, productif, fertile, générateur ; *ystalwyn*, cheval entier destiné à couvrir les juments, étalon ; écossais *stal*, *stalan* ; irlandais *stal*. M. Littré repousse cette étymologie, et rapporte *étalon* au bas latin *stalla* ou *stallum*, écurie. *Ejjaus ad stallum*, trouve-t-on dans la loi des Wisigoths, c'est-à-dire cheval tenu à l'écurie et non soumis au travail, pour être employé à la reproduction). Cheval entier, destiné à la reproduction : *Un* ÉTALON *pur sang. Un* ÉTALON *de haras. Il n'y a qu'un seul cheval au monde, un vrai cheval*, l'ÉTALON *arabe*. (Toussenel.) *Un bon* ÉTALON, *qui n'est ni trop jeune ni trop vieux, mais dans toute l'ardeur et la force de l'âge, peut saillir de trente à quarante jaments.* (Raspail.)

— Heureux celui qui frappe de la main
Le col d'un étalon rétif, ou qui caresse
Les seins étincelants d'une folle maîtresse!
A. DE MUSSET.

L'étalon généreux a le port plein d'audace,
Sur ses jarrets pliants le balance avec grâce.
Aucun bruit ne l'émeut; le premier de troupeau,
Il fend l'onde écumante, affronte un pont nouveau.
DELILLE.

‖ Se dit quelquefois d'autres animaux mâles destinés à la reproduction : *Les bergers ont souvent l'attention de remplacer tous les* ÉTALONS *par des béliers qu'ils se procurent en Estremadure.* (De Morogues.) ‖ *Etalon d'essai*. Celui qui est destiné à mettre les juments en chaleur. ‖ *Etalon roulant*. Celui que son propriétaire, au temps de la monte, conduit de ferme en ferme pour lui faire saillir les juments. ‖ *Etalons nationaux*. Ceux qui appartiennent aux haras. ‖ *Etalons de l'Etat*. ‖ *Etalons approuvés*. Ceux qui, appartenant à des particuliers, ont été approuvés par l'administration des haras pour être employés à la reproduction dans les établissements de l'Etat.

— Fam. Homme ardent et vigoureux aux plaisirs de l'amour.

— Épithètes. Fort, vigoureux, nerveux, robuste, vif, jeune, fier, superbe, indocile, ardent, impétueux, impatient, indomptable, écumant, orgueilleux, valeureux, intrépide, généreux, beau, choisi, magnifique, ombrageux, célèbre, fameux, vainqueur.

— **Encycl**. Quelque important que soit le rôle de la femelle dans l'acte de la génération, le mâle a toujours été considéré à juste titre comme le type de l'espèce. Aussi a-t-il toujours été l'objet de soins spéciaux. Parmi les espèces domestiques, la plus noble, la plus parfaite, et, sous tous les rapports la plus utile à l'homme, est sans contredit celle du cheval. Aussi sa production a été entourée de soins tout particuliers ; et cette sollicitude de l'homme pour la plus noble de ses conquêtes a été poussée en raison directe des progrès de la civilisation. Les gouvernements les plus éclairés, les plus soucieux de leurs intérêts, lui ont accordé la concours de leur intervention efficace toutes les fois que les particuliers ont été incapables de maintenir l'espèce à une certaine hauteur. En France, où ce cas s'est souvent présenté, l'Etat a pu maintes ménagé ni sa protection ni ses subsides pour maintenir la production du cheval au niveau des besoins du pays. Sous Louis XIII, la France, épuisée par les guerres sanglantes dont la religion avait été la cause ou le prétexte, n'était plus en état de soutenir la vieille et honorable réputation que ses races de chevaux avaient acquise dans toute l'Europe. C'est alors, en 1630, que fut inauguré le système des gardes-*étalons*, dont l'organisation fut complétée en 1717. Plus tard, les abus qui s'étaient glissés dans l'institution amenèrent sa suppression, et, jusqu'en 1806, la production chevaline fut complétement abandonnée à l'initiative des particuliers. Les résultats obtenus furent tels, que Napoléon, voulant relever une industrie si importante de l'abaissement où elle était tombée, dut revenir au système protectionniste si malencontreusement abandonné. Il continua d'offrir aux particuliers des étalons de choix, des reproducteurs capables de fortifier la population chevaline affaiblie ; puis on organisa un ensemble d'épreuves et de récompenses dont le but était de pousser vivement les éleveurs dans les voies fécondes du progrès. Malgré quelques imperfections de détail, cette organisation persiste néanmoins la vigoureuse empreinte de l'homme qui présidait alors aux destinées de l'Europe ; aussi a-t-elle survécu, dans ce qu'elle avait de fondamental, aux révolutions qui ont agité notre pays. Cependant les progrès furent lents ; et, pour quiconque sait avec quelle facilité les espèces domestiques dégénèrent, et combien ensuite il est difficile de les relever, ce fait n'a rien de surprenant, surtout si l'on tient compte des embarras suscités par une situation politique incertaine et pleine de périls. Neanmoins, ces progrès furent réels, et, trente ans plus tard, il eût été absurde de les nier. Des lors, les premiers obstacles étant vaincus, on marcha d'un pas plus rapide, et bientôt nous fûmes en état de rivaliser sur les hippodromes avec les Anglais, dont nous n'avions été longtemps que les pâles imitateurs. Il ne restait qu'à persévérer dans cette voie jusqu'au jour où l'industrie privée aurait été assez forte pour se soutenir d'elle-même. Malheureusement, il n'en a pas été ainsi ; arrivés près du but, nous n'avons pas su l'atteindre, et déjà nous nous sentons entraînés sur la pente fatale d'une décadence rapide. Ce désastre sera bientôt évident pour tous ; Dieu veuille qu'il ne nous en coûte pas trop pour le réparer ! En dénonçant le mal, nous devons en indiquer l'origine, d'autant plus que par la même nous en aurons signalé le remède. De nos jours, l'Etat n'a pas renoncé à toute intervention dans l'industrie chevaline, tant s'en faut : témoin les sommes énormes qu'il paye chaque année pour encourager un certain genre de courses qui n'est rien moins que favorable à l'élevage rationnel et profitable du cheval ; témoin aussi les prix très-élevés qu'il paye pour l'acquisition d'*étalons* qui doivent tous leurs mérites aux chances aléatoires d'une course de quelques minutes, et que les éleveurs éclairés refusent avec raison. L'Etat n'a donc pas cessé d'intervenir ; mais, cédant aux clameurs intéressées d'une coterie de turfistes effrénés, l'administration des haras a cru devoir déléguer son autorité au Jockey-Club. Nous ne voudrions rien dire de désobligeant pour les membres, très-honorables d'ailleurs, de cette puissante association ; mais nous sommes bien forcé d'avouer qu'ils sont, pour la plupart, plutôt de riches amateurs que des éleveurs sérieux. Ils n'ont donc pris aucune part aux progrès dont nous avons parlé plus haut. Le culte des lords anglais pour le pur-sang se traduit chaque année en millions qu'ils dépensent à l'importation de chevaux anglais de toute provenance. Les turfistes français aiment le pur-sang, mais platoniquement, si l'on peut s'exprimer ainsi ; ils dépensent l'argent puisé dans les caisses de l'Etat, mais ils ne prennent point volontiers le leur. Ils ont fait du pur-sang une sorte d'idole, qui, à l'instar des idoles païennes, n'est utile à rien, pas même à régénérer l'espèce. Pour eux, un cheval ne vaut que par la raison de la vitesse qu'il est en état de déployer pendant quelques minutes. Ils mettent en oubli les qualités utiles et les sacrifient à une combinaison de jeu où à une satisfaction d'amour-propre. Ils ont mis le cheval à la mode, voilà tout. Cette mode sera-t-elle de courte durée ? Qui pourrait en douter ? Tout en paraissant la favoriser, les hommes du jour font tout ce qu'il faut pour en amener au plus vite la fin. Pressés de jouir, ils soumettent à des épreuves au-dessus de leurs forces des chevaux qui ont à peine deux ans. En ruinant de la sorte l'élément régénérateur, le pur-sang, ils amèneront inévitablement et sous peu l'abaissement général de la population chevaline, à moins que l'Etat, témoin du mal, et en reconnaissant enfin la cause, ne se décide au plus tôt à y porter remède.

Laissant de côté ces considérations théoriques et d'ordre public, nous allons maintenant entrer dans le détail des questions pratiques qui se rapportent à notre sujet. Les *étalons*, dont les services sont appelés à assurer la bonne reproduction et la régénération de l'espèce chevaline, se subdivisent en plusieurs catégories distinctes. Dans les pays, en effet, où le cheval est, en raison directe des progrès de la civilisation. Les gouvernements les plus éclairés, les plus soucieux de leurs intérêts, lui ont accordé le concours de leur intervention efficace toutes les fois que les particuliers ont été incapables de maintenir l'espèce à une certaine hauteur. En France, où ce cas s'est souvent présenté, l'Etat a pu maintes ménagé ni sa protection ni ses subsides pour maintenir la production du cheval au niveau des besoins du pays. Sous Louis XIII, la France, épuisée par les guerres sanglantes dont la religion avait été la cause ou le prétexte, n'était plus en état de soutenir la vieille et honorable réputation que ses races de chevaux avaient acquise dans toute l'Europe. C'est alors, en 1630, que fut inauguré le système des gardes-*étalons*, dont l'organisation fut complétée en 1717. Plus tard, les abus qui s'étaient glissés dans l'institution amenèrent sa suppression, et, jusqu'en 1806, la production chevaline fut complétement abandonnée à l'initiative des particuliers. Les résultats obtenus furent tels, que Napoléon, voulant relever une industrie si importante de l'abaissement où elle était tombée, dut revenir au système protectionniste si malencontreusement abandonné. Il continua d'offrir aux particuliers des étalons de choix, des reproducteurs capables de fortifier la population chevaline affaiblie ; puis on organisa un ensemble d'épreuves et de récompenses dont le but était de pousser vivement les éleveurs dans les voies fécondes du progrès. Malgré quelques imperfections de détail, cette organisation persiste néanmoins la vigoureuse empreinte de l'homme qui présidait alors aux destinées de l'Europe ; aussi a-t-elle survécu, dans ce qu'elle avait de fondamental, aux révolutions qui ont agité notre pays. Cependant les progrès furent lents ; et, pour quiconque sait avec quelle facilité les espèces domestiques dégénèrent, et combien ensuite il est difficile de les relever, ce fait n'a rien de surprenant, surtout si l'on tient compte des embarras suscités par une situation politique incertaine et pleine de périls. Neanmoins, ces progrès furent réels, et, trente ans plus tard, il eût été absurde de les nier. Des lors, les premiers obstacles étant vaincus, on marcha d'un pas plus rapide, et bientôt nous fûmes en état de rivaliser sur les hippodromes avec les Anglais, dont nous n'avions été longtemps que les pâles imitateurs. Il ne restait qu'à persévérer dans cette voie jusqu'au jour où l'industrie privée aurait été assez forte pour se soutenir d'elle-même. Malheureusement, il n'en a pas été ainsi ; arrivés près du but, nous n'avons pas su l'atteindre, et déjà nous nous sentons entraînés sur la pente fatale d'une décadence rapide. Ce désastre sera bientôt évident pour tous ; Dieu veuille qu'il ne nous en coûte pas trop pour le réparer ! En dénonçant le mal, nous devons en indiquer l'origine, d'autant plus que par la même nous en aurons signalé le remède. De nos jours, l'Etat n'a pas renoncé à toute intervention dans l'industrie chevaline, tant s'en faut : témoin les sommes énormes qu'il paye chaque année pour encourager un certain genre de courses qui n'est rien moins que favorable à l'élevage rationnel et profitable du cheval ; témoin aussi les prix très-élevés qu'il paye pour l'acquisition d'*étalons* qui doivent tous leurs mérites aux chances aléatoires d'une course de quelques minutes, et que les éleveurs éclairés refusent avec raison. L'Etat n'a donc pas cessé d'intervenir ; mais, cédant aux clameurs intéressées d'une coterie de turfistes effrénés, l'administration des haras a cru devoir déléguer son autorité au Jockey-Club. Nous ne voudrions rien dire de désobligeant pour les membres, très-honorables d'ailleurs, de cette puissante association ; mais nous sommes bien forcé d'avouer qu'ils sont, pour la plupart, plutôt de riches amateurs que des éleveurs sérieux. Ils n'ont donc pris aucune part aux progrès dont nous avons parlé plus haut. Le culte des lords anglais pour le pur-sang se traduit chaque année en millions qu'ils dépensent à l'importation de chevaux anglais de toute provenance. Les turfistes français aiment le pur-sang, mais platoniquement, si l'on peut s'exprimer ainsi ; ils dépensent l'argent puisé dans les caisses de l'Etat, mais ils ne prennent point volontiers le leur. Ils ont fait du pur-sang une sorte d'idole, qui, à l'instar des idoles païennes, n'est utile à rien, pas même à régénérer l'espèce. Pour eux, un cheval ne vaut que par la raison de la vitesse qu'il est en état de déployer pendant quelques minutes. Ils mettent en oubli les qualités utiles et les sacrifient à une combinaison de jeu ou à une satisfaction d'amour-propre. Ils ont mis le cheval à la mode, voilà tout. Cette mode sera-t-elle de courte durée ? Qui pourrait en douter ? Tout en paraissant la favoriser, les hommes du jour font tout ce qu'il faut pour en amener au plus vite la fin. Pressés de jouir, ils soumettent à des épreuves au-dessus de leurs forces des chevaux qui ont à peine deux ans. En ruinant de la sorte l'élément régénérateur, le pur-sang, ils amèneront inévitablement et sous peu l'abaissement général de la population chevaline, à moins que l'Etat, témoin du mal, et en reconnaissant enfin la cause, ne se décide au plus tôt à y porter remède.

Laissant de côté ces considérations théoriques et d'ordre public, nous allons maintenant entrer dans le détail des questions pratiques qui se rapportent à notre sujet. Les *étalons*, dont les services sont appelés à assurer la bonne reproduction et la régénération de l'espèce chevaline, se subdivisent en plusieurs catégories distinctes. Dans les pays, en effet, où le cheval est, en raison directe des progrès de la civilisation. Les gouvernements les plus éclairés, les plus soucieux de leurs intérêts, lui ont accordé le concours de leur intervention efficace toutes les fois que les particuliers ont été incapables de maintenir l'espèce à une certaine hauteur. En France, où ce cas s'est souvent présenté, l'Etat a pu maintes ménagé ni sa protection ni ses subsides pour maintenir la production du cheval au niveau des besoins du pays. Sous Louis XIII, la France, épuisée par les guerres sanglantes dont la religion avait été la cause ou le prétexte, n'était plus en état de soutenir la vieille et honorable réputation que ses races de chevaux avaient acquise dans toute l'Europe. C'est alors, en 1630, que fut inauguré le système des gardes-*étalons*, dont l'organisation fut complétée en 1717. Plus tard, les abus qui s'étaient glissés dans l'institution amenèrent sa suppression, et, jusqu'en 1806, la production chevaline fut complétement abandonnée à l'initiative des particuliers. Les résultats obtenus furent tels, que Napoléon, voulant relever une industrie si importante de l'abaissement où elle était tombée, dut revenir au système protectionniste si malencontreusement abandonné. Il continua d'offrir aux particuliers des étalons de choix, des reproducteurs capables de fortifier la population chevaline affaiblie ; puis on organisa un ensemble d'épreuves et de récompenses dont le but était de pousser vivement les éleveurs dans les voies fécondes du progrès. Malgré quelques imperfections de détail, cette organisation persiste néanmoins la vigoureuse empreinte de l'homme qui présidait alors aux destinées de l'Europe ; aussi a-t-elle survécu, dans ce qu'elle avait de fondamental, aux révolutions qui ont agité notre pays. Cependant les progrès furent lents ; et, pour quiconque sait avec quelle facilité les espèces domestiques dégénèrent, et combien ensuite il est difficile de les relever, ce fait n'a rien de surprenant, surtout si l'on tient compte des embarras suscités par une situation politique incertaine et pleine de périls. Neanmoins, ces progrès furent réels, et, trente ans plus tard, il eût été absurde de les nier. Des lors, les premiers obstacles étant vaincus, on marcha d'un pas plus rapide, et bientôt nous fûmes en état de rivaliser sur les hippodromes avec les Anglais, dont nous n'avions été longtemps que les pâles imitateurs. Il ne restait qu'à persévérer dans cette voie jusqu'au jour où l'industrie privée aurait été assez forte pour se soutenir d'elle-même. Malheureusement, il n'en a pas été ainsi ; arrivés près du but, nous n'avons pas su l'atteindre, et déjà nous nous sentons entraînés sur la pente fatale d'une décadence rapide. Ce désastre sera bientôt évident pour tous ; Dieu veuille qu'il ne nous en coûte pas trop pour le réparer ! En dénonçant le mal, nous devons en indiquer l'origine, d'autant plus que par la même nous en aurons signalé le remède. De nos jours, l'Etat n'a pas renoncé à toute intervention dans l'industrie chevaline, tant s'en faut : témoin les sommes énormes qu'il paye chaque année pour encourager un certain genre de courses qui n'est rien moins que favorable à l'élevage rationnel et profitable du cheval ; témoin aussi les prix très-élevés qu'il paye pour l'acquisition d'*étalons* qui doivent tous leurs mérites aux chances aléatoires d'une course de quelques minutes, et que les éleveurs éclairés refusent avec raison. L'Etat n'a donc pas cessé d'intervenir ; mais, cédant aux clameurs intéressées d'une coterie de turfistes effrénés, l'administration des haras a cru devoir déléguer son autorité au Jockey-Club. Nous ne voudrions rien dire de désobligeant pour les membres, très-honorables d'ailleurs, de cette puissante association ; mais nous sommes bien forcé d'avouer qu'ils sont, pour la plupart, plutôt de riches amateurs que des éleveurs sérieux. Ils n'ont donc pris aucune part aux progrès dont nous avons parlé plus haut. Le culte des lords anglais pour le pur-sang se traduit chaque année en millions qu'ils dépensent à l'importation de chevaux anglais de toute provenance. Les turfistes français aiment le pur-sang, mais platoniquement, si l'on peut s'exprimer ainsi ; ils dépensent l'argent puisé dans les caisses de l'Etat, mais ils ne prennent point volontiers le leur. Ils ont fait du pur-sang une sorte d'idole, qui, à l'instar des idoles païennes, n'est utile à rien, pas même à régénérer l'espèce. Pour eux, un cheval ne vaut que par la raison de la vitesse qu'il est en état de déployer pendant quelques minutes. Ils mettent en oubli les qualités utiles et les sacrifient à une combinaison de jeu ou à une satisfaction d'amour-propre. Ils ont mis le cheval à la mode, voilà tout. Cette mode sera-t-elle de courte durée ? Qui pourrait en douter ? Tout en paraissant la favoriser, les hommes du jour font tout ce qu'il faut pour en amener au plus vite la fin. Pressés de jouir, ils soumettent à des épreuves au-dessus de leurs forces des chevaux qui ont à peine deux ans. En ruinant de la sorte l'élément régénérateur, le pur-sang, ils amèneront inévitablement et sous peu l'abaissement général de la population chevaline, à moins que l'Etat, témoin du mal, et en reconnaissant enfin la cause, ne se décide au plus tôt à y porter remède.

Laissant de côté ces considérations théoriques et d'ordre public, nous allons maintenant entrer dans le détail des questions pratiques qui se rapportent à notre sujet. Les *étalons*, dont les services sont appelés à assurer la bonne reproduction et la régénération de l'espèce chevaline, se subdivisent en plusieurs catégories distinctes. Dans les pays, en effet, où le cheval est, en raison directe des progrès de la civilisation. Les gouvernements les plus éclairés, les plus soucieux de leurs intérêts, lui ont accordé le concours de leur intervention efficace toutes les fois que les particuliers ont été incapables de maintenir l'espèce à une certaine hauteur. En France, où ce cas s'est souvent présenté, l'Etat a pu maintes ménagé ni sa protection ni ses subsides pour maintenir la production du cheval au niveau des besoins du pays. Sous Louis XIII, la France, épuisée par les guerres sanglantes dont la religion avait été la cause ou le prétexte, n'était plus en état de soutenir la vieille et honorable réputation que ses races de chevaux avaient acquise dans toute l'Europe. C'est alors, en 1630, que fut inauguré le système des gardes-*étalons*, dont l'organisation fut complétée en 1717. Plus tard, les abus qui s'étaient glissés dans l'institution amenèrent sa suppression, et, jusqu'en 1806, la production chevaline fut complétement abandonnée à l'initiative des particuliers. Les résultats obtenus furent tels, que Napoléon, voulant relever une industrie si importante de l'abaissement où elle était tombée, dut revenir au système protectionniste si malencontreusement abandonné. Il continua d'offrir aux particuliers des étalons de choix, des reproducteurs capables de fortifier la population chevaline affaiblie ; puis on organisa un ensemble d'épreuves et de récompenses dont le but était de pousser vivement les éleveurs dans les voies fécondes du progrès. Malgré quelques imperfections de détail, cette organisation persiste néanmoins la vigoureuse empreinte de l'homme qui présidait alors aux destinées de l'Europe ; aussi a-t-elle survécu, dans ce qu'elle avait de fondamental, aux révolutions qui ont agité notre pays. Cependant les progrès furent lents ; et, pour quiconque sait avec quelle facilité les espèces domestiques dégénèrent, et combien ensuite il est difficile de les relever, ce fait n'a rien de surprenant, surtout si l'on tient compte des embarras suscités par une situation politique incertaine et pleine de périls. Neanmoins, ces progrès furent réels, et, trente ans plus tard, il eût été absurde de les nier. Des lors, les premiers obstacles étant vaincus, on marcha d'un pas plus rapide, et bientôt nous fûmes en état de rivaliser sur les hippodromes avec les Anglais, dont nous n'avions été longtemps que les pâles imitateurs. Il ne restait qu'à persévérer dans cette voie jusqu'au jour où l'industrie privée aurait été assez forte pour se soutenir d'elle-même. Malheureusement, il n'en a pas été ainsi ; arrivés près du but, nous n'avons pas su l'atteindre, et déjà nous nous sentons entraînés sur la pente fatale d'une décadence rapide. Ce désastre sera bientôt évident pour tous ; Dieu veuille qu'il ne nous en coûte pas trop pour le réparer ! En dénonçant le mal, nous devons en indiquer l'origine, d'autant plus que par la même nous en aurons signalé le remède. De nos jours, l'Etat n'a pas renoncé à toute interv